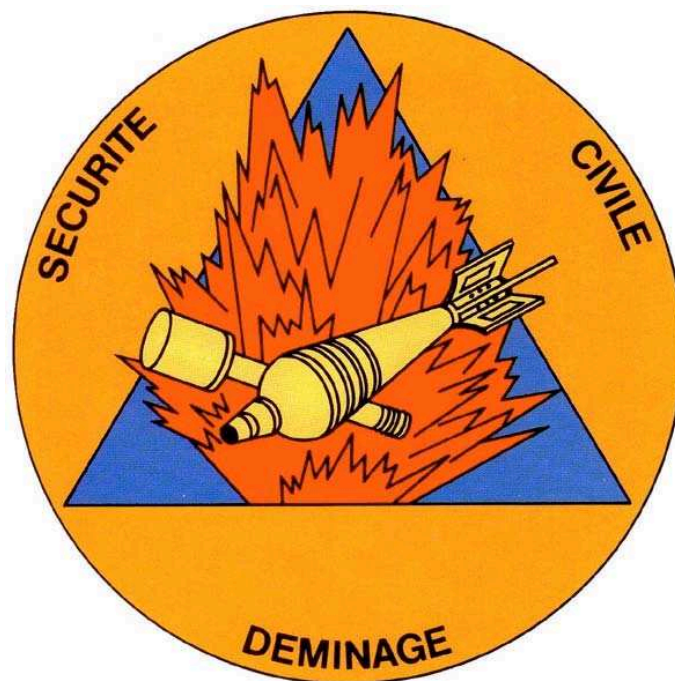


**MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE
L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**

**DIRECTION DE LA DEFENSE
ET DE LA SECURITE CIVILES**

Sous-Direction des Services Opérationnels

***INNENMINISTERIUM FRANKREICHS
DIREKTION DES ZIVILSCHUTZES
OPERATIVE DIENSTE***



LE SERVICE FRANÇAIS DU DEMINAGE
Histoire - Missions – Organisation - Activités

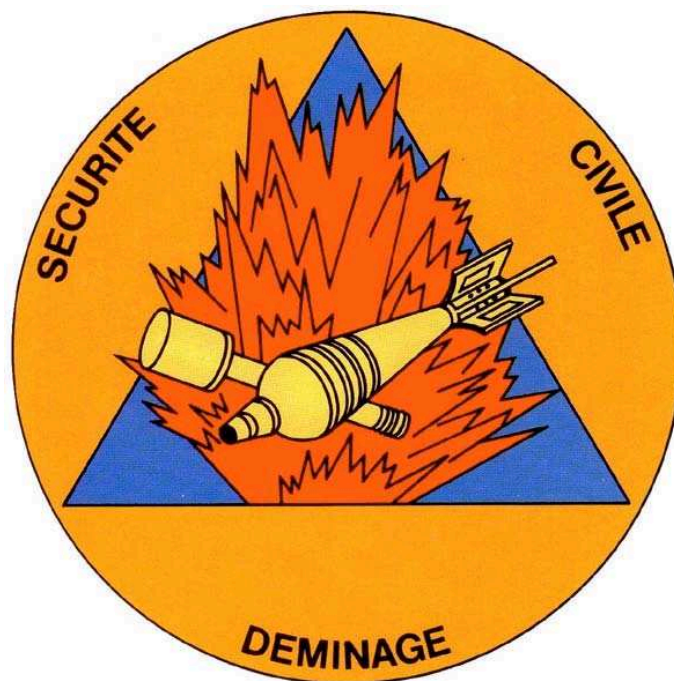
DER FRANZÖSISCHE KAMPFMITTELRÄUMDIENST
Geschichte - Aufträge - Organisation - Tätigkeit

**MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE
L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**

**DIRECTION DE LA DEFENSE
ET DE LA SECURITE CIVILES**

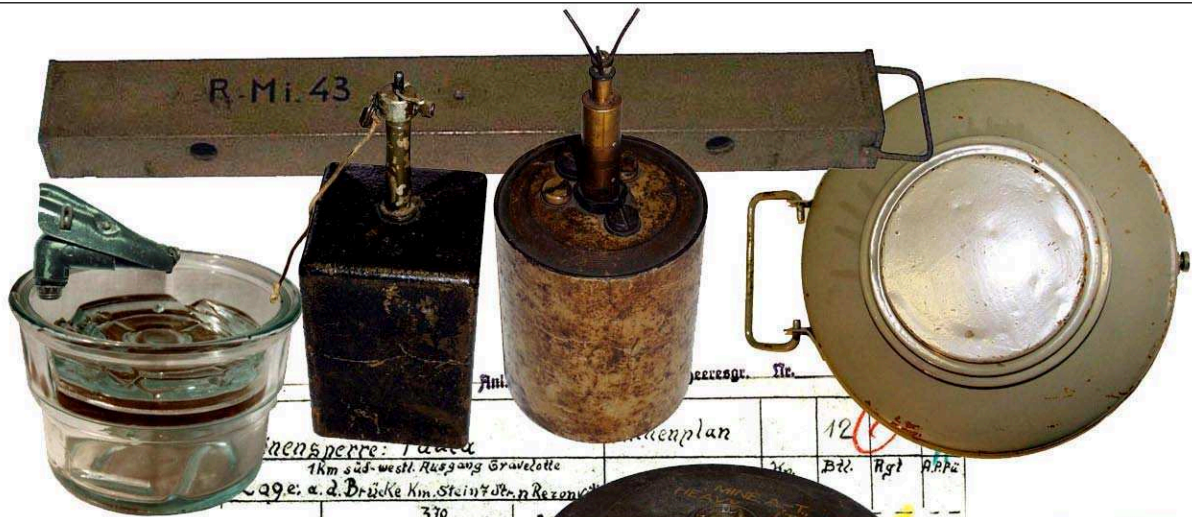
Sous-Direction des Services Opérationnels

***INNENMINISTERIUM FRANKREICHS
DIREKTION DES ZIVILSCHUTZES
OPERATIVE DIENSTE***



LE SERVICE FRANÇAIS DU DEMINAGE
Histoire - Missions – Organisation - Activités

DER FRANZÖSISCHE KAMPFMITTELÄUFRDIENST
Geschichte - Aufträge - Organisation - Tätigkeit



Karte von Metz Anseplan Großbl.
 Maßstab 1:100 000 Nr. 1292
 angelegt am 4. 9. 44
 durch Jn. P. Krs. Nr. 12
 vermess. am 7. 2. 74 mit Komp. & H.
 durch Ofm. Staudt
 Maßstab ohne

gezeichnet am 7. 9. 44
 von Ofm. Staudt Inf. P. Nr. 12
 geprüft am 4. 9. 44
 von W. Müllermann, Lt.

Sonderverteiler



Historique

1944

Vers la fin de la seconde guerre mondiale, de très vastes surfaces du territoire français étaient polluées par de nombreux et divers engins de guerre.

Les **champs de mines** abandonnés par les belligérants posaient des problèmes tout particuliers.

D'après une première évaluation effectuée par le gouvernement provisoire de la République Française, il fallait compter une dizaine d'années pour réaliser l'élimination de ces mines.

Selon les statistiques effectuées à cette époque, plusieurs millions de mines de diverses nationalités et constructions, chacune représentant des risques différents, étaient répartis sur une surface de **cinq mille kilomètres carrés**. Un centième du territoire national était donc territoire dangereux. Ceci était d'autant plus malencontreux que de très nombreux champs de mines rendaient inutilisables de précieuses terres arables.

Les troupes françaises du Génie devaient absolument se limiter au nettoyage des zones indispensables à la progression des alliés vers l'Allemagne.

A la fin de 1944 déjà, le ministère de l'agriculture du gouvernement provisoire essaya de déminer dans l'urgence des terres arables, mettant en œuvre pour cela le **Génie Rural**, un service qui lui était propre. Il rencontra de considérables difficultés, le personnel disponible ne disposant absolument pas de la formation technique indispensable.



En janvier 1945, **les autorités militaires** déclarèrent au gouvernement que les forces armées **ne voulaient plus assumer la responsabilité de l'élimination** des engins de guerre.

Dans le cadre d'une réorganisation, le **Ministère de la Reconstruction** prit en charge le 21 février 1945 la mission de l'élimination des champs de mines, la subordonnant à sa **Direction du Service du Déminage**.

Les effectifs furent portés à **3200 volontaires**, auxquels vinrent s'ajouter **30 000 prisonniers de guerre** allemands, dont certains réalisèrent un travail important par pur engagement personnel.

Le premier octobre 1946, le Service du Déminage prit en charge **l'élimination des obus et bombes**, en application de la directive « la recherche, la mise hors d'état de nuire et la destruction en tous territoires civils des projectiles tirés, lancés ou largués et qui n'auraient pas fonctionné ».

Cette mutation fut légalisée par un décret gouvernemental le 11 avril 1947.

A la fin de 1947, les travaux de déminage proprement dits furent considérés comme achevés et la plupart des personnels du Déminage furent licenciés.

Les effectifs furent réduits à une centaine de personnels pour l'achèvement des travaux tel qu'il était alors prévu.





1945
-
1947



Faute de détecteur électromagnétique, les recherches de mines s'effectuaient à l'aide d'une tige métallique enfoncée dans le sol tous les 5 cm.

Da kein Magnetometer zu Verfügung stand wurden die Minen mit der Sonde gesucht, dass heisst mit Stahlstangen die mit 5 cm Abstand 15 bis 20 cm tief ins Boden eingedrückt wurden.

La petite mine antipersonnelle en bois était extraite désamorcée à la main.



Die kleine Schuhmine wurde ausgegraben und mit der Hand zerlegt.



Le travail des prisonniers de guerre allemands

Die Arbeit der deutschen Kriegsgefangenen

Les mines antichars en bois d'un champ de mines allemand sont regroupées en vue de leur destruction ultérieure



Die Panzerabwehrholzminen eines deutschen Minenfeldes werden zwecks späterer Sprengung zusammengestellt.



Geschichtlicher Überblick

1944

*Gegen Ende des zweiten Weltkriegs waren sehr weite Gebiete Frankreichs durch vielen und diversen Kampfmitteln verseucht. Besondere Probleme bereiteten die von den kriegführenden Parteien zurückgelassene **Minenfelder**.*

Nach einer ersten Bestandaufnahme durch die provisorische Regierung der Französischen Republik sollte die Räumung einen Zeitaufwand von zehn Jahren erfordern.

*Nach den offiziellen Statistiken, die damals erstellt wurden, lagen mehrere Millionen Minen diverser Nationalitäten, verschiedener Konstruktionen und von unterschiedlicher Gefährlichkeit über eine Gesamtfläche von **fünftausend Quadratkilometer** verteilt.*

Das heisst rund ein Prozent Frankreichs waren Gefahrengebiet. Es wirkte sich besonders ungünstig aus, daß sehr viele Minenfelder wertvolles Ackerland unbenützbar machten.

*Die **Pioniere** der Französischen Streitkräfte mussten sich unbedingt auf die schnelle Räumung der Gebiete beschränken, die für den Vormarsch der Alliierten Armeen nach Deutschland notwendig waren.*

*Das **Landwirtschaftsministerium** der provisorischen Regierung versuchte bereits Ende 1944 mit einem eigenen Dienst, nämlich dem **Génie Rural** dringend benötigtes Ackerland von Minen zu säubern.*





Es gab dabei erhebliche Schwierigkeiten, weil das verfügbare Personal überhaupt nicht über die notwendige pioniertechnische Ausbildung verfügte.

*In **Januar 1945** erklären die Militärbehörden der Regierung, daß die französische Streitkräfte nicht mehr die Verantwortung über die Kampfmittelräumung übernehmen wollten.*

*Im Rahmen einer Neuen Organisation übernahm am 21 Februar 1945 das **Ministerium für Wiederaufbau und Städtebau** den Arbeitsbereich Minenräumung, und unterstellte ihn seiner **Direction du Service du Déminage** (Leitung des Minenräumdienstes).*

Der Personalbestand wurde auf 3200 Freiwillige aufgestockt. Dazu kamen 30 000 deutsche Kriegsgefangene, von denen einige aus persönlichen Engagement bedeutende Arbeit leisteten.

Am ersten Oktober 1946 übernahm der neue Service du Déminage die Vernichtung der Granaten und Bomben, laut der Verordnung "die Suche, die Unschädlichmachung und die Vernichtung der abgeschossenen, geworfenen oder abgeworfenen Geschossen, die nicht explodierten, auf allen Zivilgebieten".

Am 11 April 1947 wird durch einen Regierungserlass diese Umwandlung gesetzlich.

Ende 1947 werden die Minenräumarbeiten als beendet betrachtet. Die meisten Kampfmittelräumer werden entlassen. Der Personalbestand wurde für den vorgesehenen Abschluss der Arbeiten auf hundert Personen vermindert.

BILAN JUSQUE FIN 1947 :

**12 999 400 Mines furent détruites,
auxquelles il faut ajouter 16 194 000 obus, Bombes
et autres dangereux souvenirs de la guerre.**

4757 kilomètres carrés furent débarrassés de leurs mines.

Les pertes furent toutefois élevées.

Jusqu'en 1947 elles furent d'environ un tiers de morts et de blessés graves (500 tués, 800 blessés graves) et un cinquième de blessés légers pour les seuls personnels français.

Environ 1/30 des prisonniers de guerre allemands fut tué en opération ; le nombre des blessés n'a pas été communiqué.



A la fin de 1947 la dépollution des grands champs de mines était donc déjà terminée. Il devint donc possible de poursuivre sur une plus grande échelle l'élimination des autres engins de guerre dispersés un peu partout, dont également ceux qui remontaient aux conflits antérieurs de 1914 / 1918 et même de 1870 / 1871.

Ce fut alors le début réel de l'élimination des objets de nuisances anciennes telle qu'elle se poursuit encore aujourd'hui.

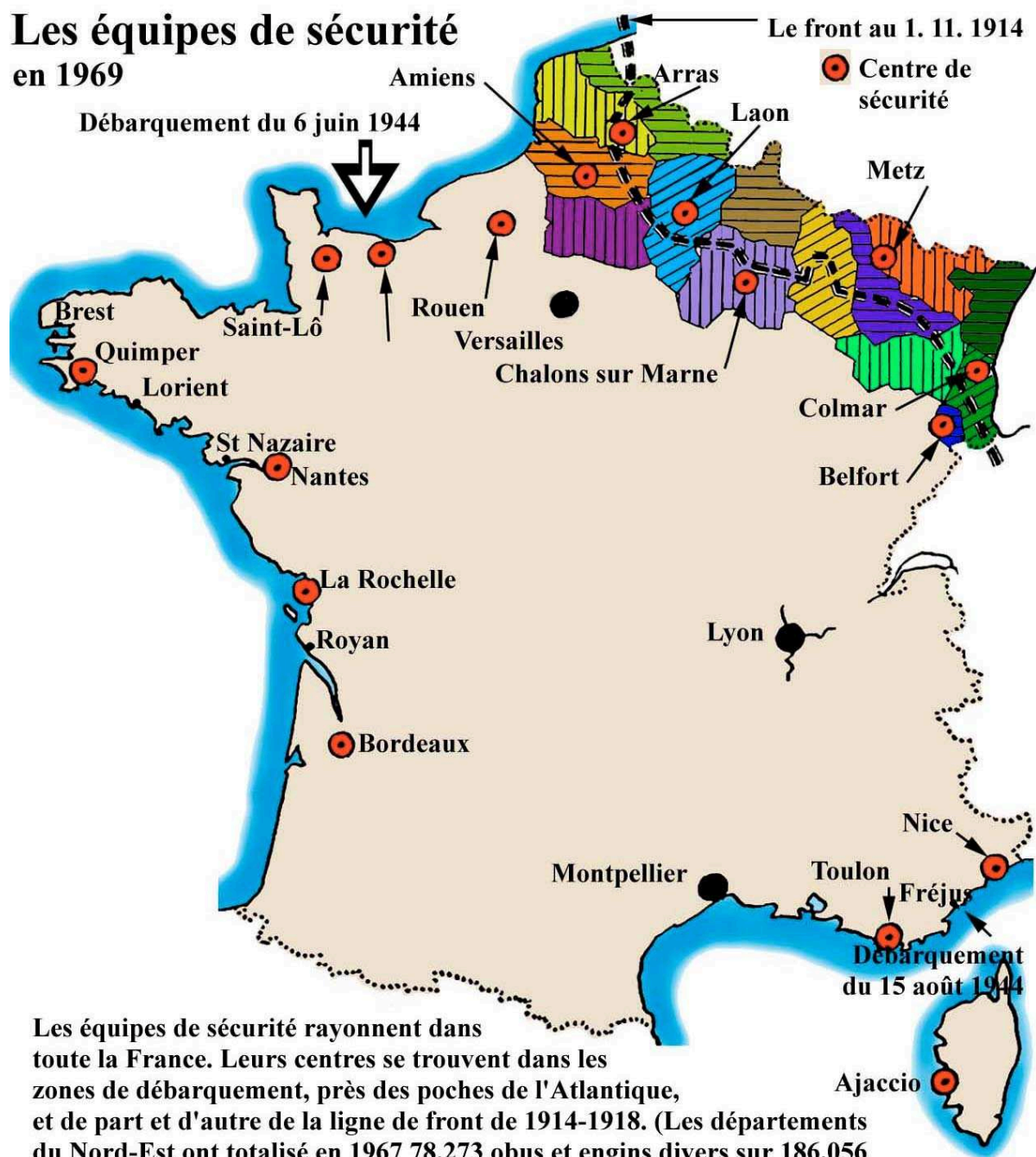
On commença alors l'essentiel des opérations de destruction des **bombes non explosées**, qu'il fallait pour la plupart rechercher dans le sol et extraire par des opérations coûteuses.



Le 13. Mars 1964 le **Service du Déminage, du Désobusage et du Débomage** fut subordonné au **Ministère de l'intérieur, Direction de la Sécurité Civile**, en tant que section du "**Bureau des Plans de Secours**".

Le 2. septembre 1964, les artificiers de la Sécurité Civile se virent confier la mission de protection des voyages officiels et des visites de chefs d'états.

Les équipes de sécurité en 1969



Les équipes de sécurité rayonnent dans toute la France. Leurs centres se trouvent dans les zones de débarquement, près des poches de l'Atlantique, et de part et d'autre de la ligne de front de 1914-1918. (Les départements du Nord-Est ont totalisé en 1967 78.273 obus et engins divers sur 186.056 pour la France entière, et 1.130 bombes sur 2294).

Pour couvrir l'ensemble du Territoire, ou seconder, s'il en était besoin, les équipes en place, d'autres équipes sont implantées à Versailles, Lyon et Montpellier.

Le 22 mars 1965, le Déminage est également chargé « du repérage, de l'enlèvement, de la neutralisation et de la destruction des objets suspects ».

Cette responsabilité est encore d'actualité.

Une loi du 16 juin 1966 déclare comme incombant à l'Etat les travaux de localisation, de transport, de neutralisation et de destruction des engins explosifs et des pièges.

Le 4 mars 1976 sont déterminées les **zones de compétence** des ministères de l'intérieur et de la défense en ce qui concerne la recherche, l'enlèvement et la destruction des munitions et engins explosifs. Les mers et plages incombent à la Marine. Les munitions nucléaires, biologiques et chimiques restent exclues des secteurs de compétence des deux ministères.

Depuis janvier 1998, le Service du Déminage prend en charge tout enlèvement d'engins chimique de guerre, y compris sur le domaine militaire.

Les résultats obtenus par les services successifs d'élimination des engins de guerre sont considérables. De 1945 à 1985 par exemple les démineurs ont éliminé environ 650 000 bombes d'avion, 13 500 000 mines, 23 000 000 obus et une quantité non exactement évaluable d'autres matériels de guerre.

En l'an 2002, les démineurs ont collecté 423 tonnes de munitions diverses (dont 80 tonnes de munitions chimiques) au cours de 12741 missions d'intervention sur engins de guerre représentant des déplacements de 1 769 875 kilomètres.

La même année 806 interventions EEI ont permis de traiter 135 charges explosives actives relevant du terrorisme ou de la criminalité de droit commun.

En l'an 2003, les démineurs ont collecté 429 tonnes de munitions diverses (dont 5 tonnes de munitions chimiques) au cours de 13462 missions d'intervention sur engins de guerre représentant des déplacements de 1 918 384 kilomètres.

La même année 1232 interventions EEI ont permis de traiter 154 charges explosives actives relevant du terrorisme ou de la criminalité de droit commun.

En l'an 2004, les démineurs ont collecté 481 tonnes de munitions diverses (dont 46 tonnes de munitions chimiques) au cours de 12838 missions d'intervention sur engins de guerre représentant des déplacements de 2 036 813 kilomètres.

La même année 1409 interventions EEI ont permis de traiter 218 charges explosives actives relevant du terrorisme ou de la criminalité de droit commun.

Au cours des douze dernières années, la moyenne du tonnage de munitions collectées était de l'ordre de 467 tonnes. En 2001, 521 tonnes de munitions avaient été collectées, dont 130 tonnes sur un même site.

Depuis 1945, 610 démineurs de la Sécurité Civile ont perdu la vie en service commandé.



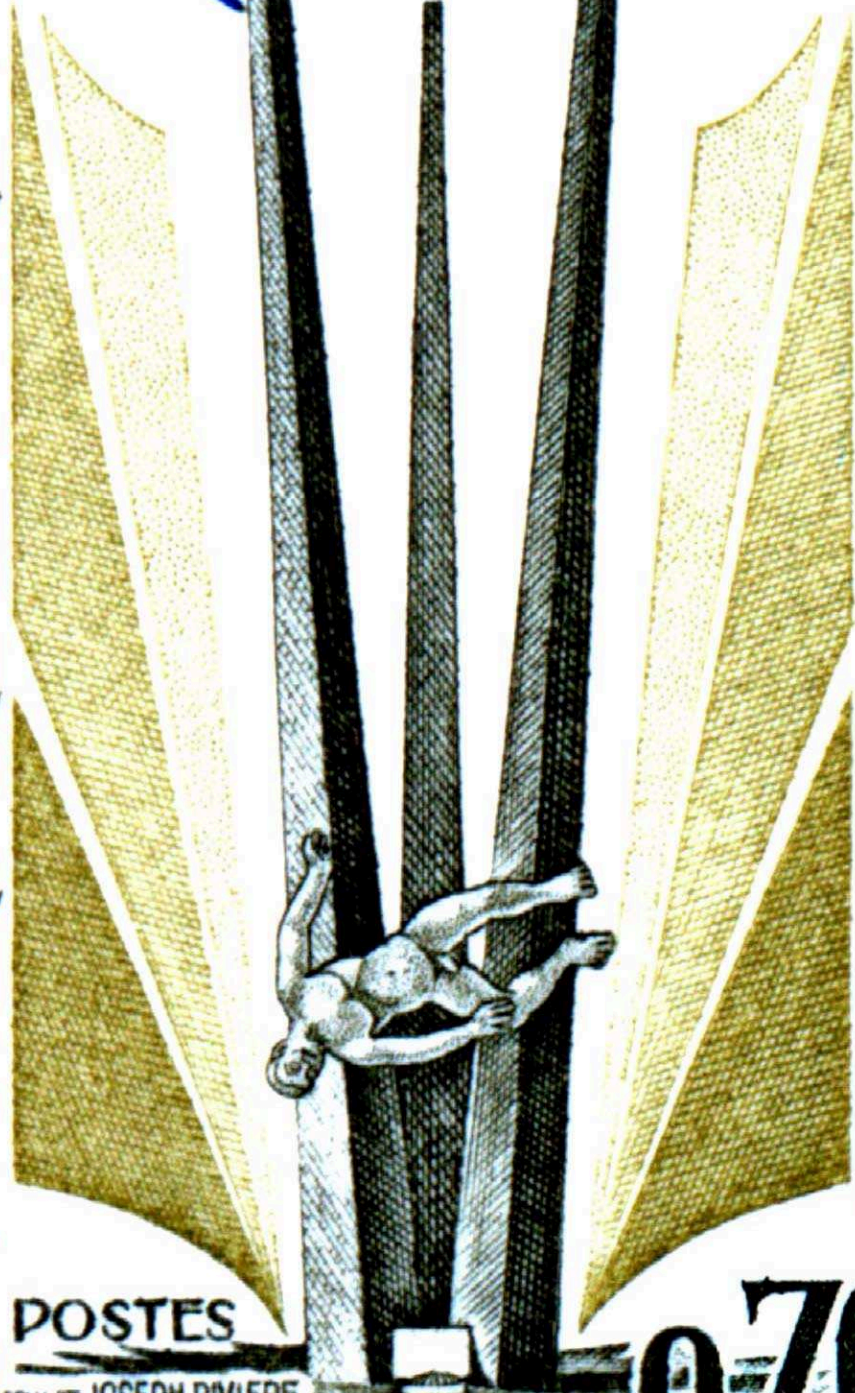
La préparation d'une destruction en fourneau « à l'ancienne mode ».

Eine Sprengung « auf alte Art » wird vorbereitet.

30^e ANNIVERSAIRE DE LA CREATION

FRANCE

DU SERVICE DU DEMINAGE



POSTES

SCULPT. JOSEPH RIVIERE
ARCHIT. E. DESCHLER

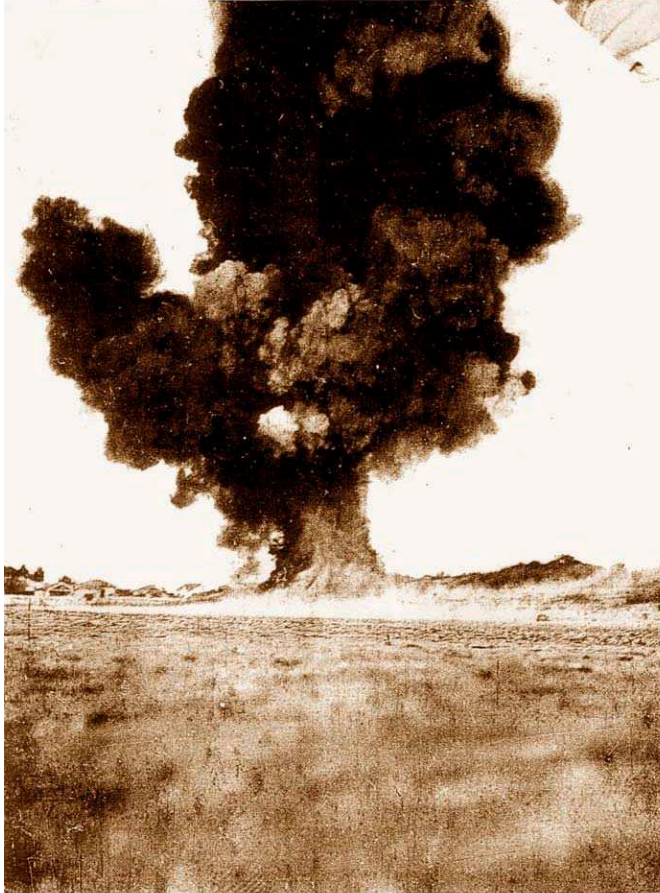
1975

C. HALEY

0,70



Timbre et carte émis à l'occasion du trentième anniversaire du Service du Déménagement



1945 - 1947

Le déminage

Die Minenräumung



BILANZ BIS ENDE 1947 :

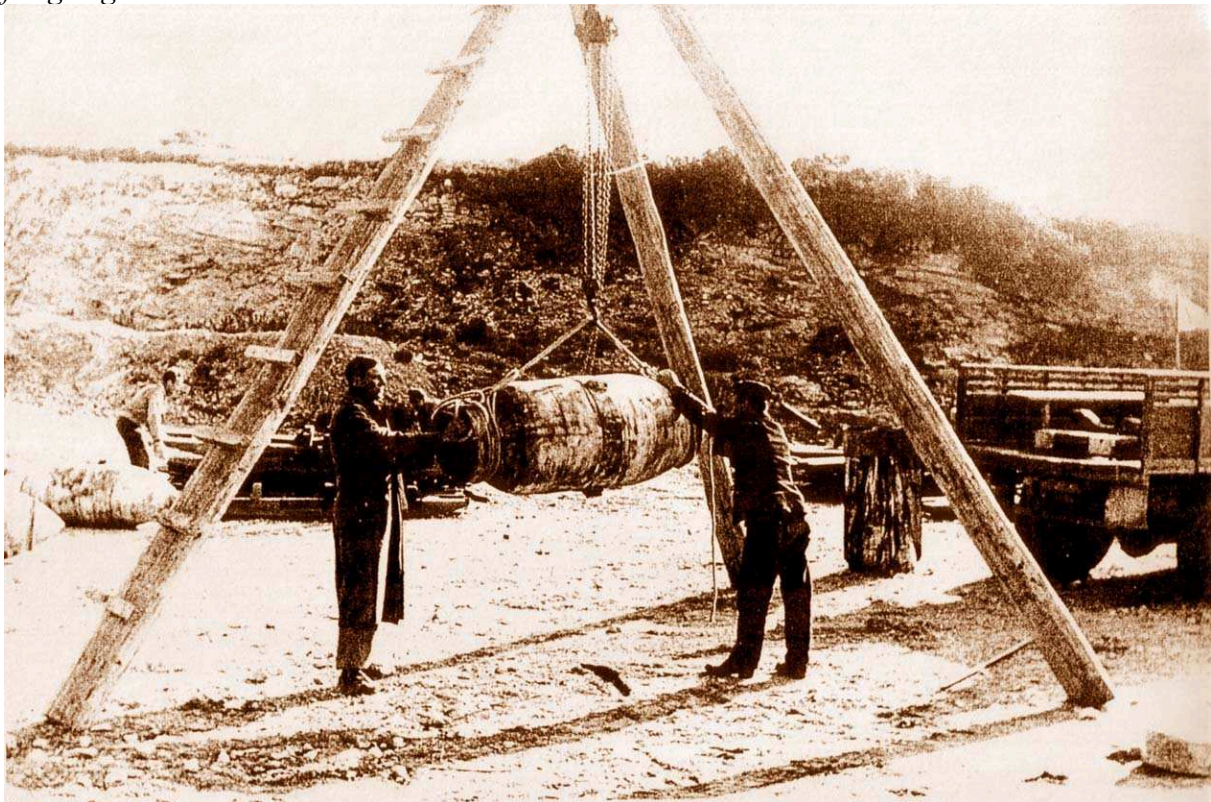
***12 999 400 Minen waren vernichtet,
dazu 16 194 000 Granaten, Bomben
und sonstige gefährliche Kriegsandenken.***

4757 Quadratkilometer waren von den Minen befreit worden.



Die **Verluste** waren aber hoch. Bis 1947 betrug sie auf Französischer Seite rund ein Drittel Tote und Schwerverletzte (500 Tote, 800 Schwerverletzte) und ein Fünftel Leichtverletzte. Rund 1/30 der Deutschen Kriegsgefangenen wurde im Einsatz getötet; die Zahl der Verletzten wurde nicht vermittelt.

Ende 1947 war also die Beseitigung der grossen Minenfelder schon beendet. Es konnte jetzt in verstärkter Masse mit der Beseitigung der noch liegenden übrigen Kampfmitteln weitergehen, darunter auch solche aus der vorhergegangenen Kriegen 1914 / 1918 und sogar 1870 / 1871. Damit begann die eigentliche sogenannte Altlastenbeseitigung, die noch heute fortgeführt werden muss. Schwerpunktmässig begann jetzt auch die Räumung von **Bombenblindgänger**, die meistens mit aufwendigen Massnahmen im Erdboden geortet und freigelegt werden mussten.



Am 13. März 1964 wurde der **Service du Déminage, du Désobusage et du Débombage** (Räumdienst für Minen, Granaten und Fliegerbomben) dem **Innenministerium / Zivilschutz** unterstellt, als Abteilung des "**Bureau des Plans de Secours**" (Planung des Hilfsdienstes).

Am 2. September 1964 wird den "Feuerwerkern des Zivilschutzes" auch die Sicherung der Staatswichtigen Besuchen und Reisen anvertraut.

Am 22 März 1965 wird der Déminage auch mit "der Ortung, der Abschaffung, der Unschädlichmachung und der Vernichtung von verdächtigen Gegenständen" beauftragt. Diese Verantwortung besteht heute noch.

Durch ein Gesetz vom 16. Juni 1966 werden die "Arbeiten zwecks der Ortung, der Abschaffung, der Unschädlichmachung und der Vernichtung von Sprenggegenständen und Fällern" als Staatsaufträge erklärt.

Am 4 März 1976 werden die **Wirkungskreise** des Verteidigungsministers und des Innenministers bestimmt, auf dem Gebiet der Suche, der Abschaffung und der Vernichtung von Munition und Sprengsachen. Meergewässern und Strände entfallen der Marine.

Die Kern- Biologische- und Chemische Munitionen blieben aus den beiden Kompetenzbereichen ausgeschlossen.

Seit Januar 1998 übernimmt der Service du Déminage jeden Abschaffungseinsatz der chemische Munition betrifft, auch auf Militärgelände.

Die Leistungen des Kampfmittelräumdienstes sind beachtlich. Von 1945 bis 1985 zum Beispiel haben die Französische Kampfmittelräumer rund 650 000 Fliegerbomben, 13.500.000 Minen, 23.000.000 Granaten und eine nicht überschaubare Menge sonstiges Kriegsmaterial unschädlich gemacht.

Im Jahre 2002, bei 12.741 EOD-Einsätze, haben die Feuerwerker 422,4 Tonnen Munition (darunter 80 Tonnen chemischer Altlasten) gesammelt und 1.769.875 Km zurückgelegt. Im gleichen Jahre wurden bei 806 IED-Aufträgen 2.401 verdächtigen Gegenständen behandelt, darunter 135 scharfen Terrorismus- oder Kriminalitätssprengladungen zerlegt.

Im Jahre 2003, bei 13.462 EOD-Einsätze, haben die Feuerwerker 429 Tonnen Munition (darunter 5 Tonnen chemischer Altlasten) gesammelt und 1.918.384 Km zurückgelegt. Im gleichen Jahre wurden bei 1232 IED-Aufträgen 154 scharfen Terrorismus- oder Kriminalitätssprengladungen zerlegt.

Im Jahre 2004, bei 12.838 EOD-Einsätze, haben die Feuerwerker 481 Tonnen Munition (darunter 46 Tonnen chemischer Altlasten) gesammelt und 2.036.813 Km zurückgelegt. Im gleichen Jahre wurden bei 1409 IED-Aufträgen 218 scharfen Terrorismus- oder Kriminalitätssprengladungen zerlegt.

Im Laufe der zwölf vorigen Jahren stand die Durchschnittquote der gesammelten Altmunition bei 475 Tonnen pro Jahr. Im Jahre 2001 wurden 521 Tonnen Altlasten gesammelt, darunter 130 Tonnen bei einer einzigen Fundstelle.

Seit 1945 haben im Dienste 610 französische Zivile Kampfmittelräumer den Tod gefunden.



Dans cinq minutes, une tonne de munition sera détruite.

In fünf Minuten wird eine Tonne Munition vernichtet.

Les missions du service français du Déminage

Les missions du service français du Déminage sont :

**La reconnaissance, l'enlèvement et finalement la destruction
des munitions encore dangereuses
issues des guerres de 1870 - 1871, 1914 - 1918, 1939 - 1945.**

L'information des populations sur les risques que représentent encore les engins de guerre est menée par le service au moyen d'affiches et de tracts, ainsi que par des expositions et des conférences.

Vient s'ajouter à cette tâche générale la mission particulière que représente la reconnaissance et l'élimination d'engins de sabotage dans le cadre de la lutte contre la criminalité et le terrorisme.

C'est dans ce cadre que des spécialistes sont chargés de la protection de hautes personnalités, ainsi qu'à l'occasion de représentations culturelles ou sportives, lorsqu'il faut compter avec la possible apparition de groupes à risque.

En raison des nécessités techniques et tout spécialement dans l'optique de la prévention des accidents, le service réalise lui-même ses stages de formation, au cours desquels les démineurs acquièrent les connaissances nécessaires, aussi bien dans le domaine des munitions que dans celui de l'intervention sur engins suspects.

Le Service du Déminage du Ministère de l'Intérieur opère sur les territoires civils de tous les départements de la République Française, y-compris les départements d'outre-mer. Une exception est toutefois représentée par Paris et les départements de la « Petite couronne » à savoir les Hauts de Seine, la Seine Saint Denis, et le Val de Marne. Pour des raisons essentiellement historiques, les mêmes opérations sont effectuées par les artificiers du Laboratoire Central de la Préfecture de Police de Paris.

Les forces armées possèdent leurs propres services spécialisés pour l'élimination des engins de guerre sur leurs territoires.



Bombe britannique de 230 livres à paroi mince Mk I (Première Guerre Mondiale).

Britische 230 Lb dünnwändige Bombe Mk I (Erster Weltkrieg).

Der Auftrag des Französischen Kampfmittelräumdienstes

***Aufgaben der Französischen Kampfmittelräumdienste sind :
Die Erkundung, die Bergung, und schliesslich die Vernichtung
von noch gefährlichen Munition
aus den Kriegen 1870 - 1871, 1914 - 1918, 1939 - 1945.***

Die Aufklärung der Zivilbevölkerung über die Gefahren durch noch vorhandene Kampfmittel wird seitens des Dienstes mit Plakataktionen sowie durch Vorträge und Ausstellungen betrieben.

*Dazu kommt als Sonderaufgabe heute noch die **Erkundung und Beseitigung von Sabotagemitteln** im Rahmen der Kriminalität- und Terrorismusbekämpfung.*

In diesem Zusammenhang werden Sachverständige zum Schutz politischer Bedeutung eingesetzt. Das Gleiche ist der Fall bei sportlichen und kulturellen Veranstaltungen, wenn mit dem Erscheinen von Risikogruppen berechnet werden muss.

Entsprechend den technischen Erfordernissen und ganz besonders im Hinblick auf die Vermeidung von Unfällen arbeitet der Dienst mit eigenen Ausbildungslehrgängen, in welchen den Nachwuchskräften die notwendigen technischen Fachkenntnisse vermittelt werden, hinsichtlich der Altlastenbeseitigung sowie des Umgangs mit verdächtigen Gegenständen.

Der zivile KAMPFMITTELRÄUMDIENST arbeitet in Zivilgebieten aller Departementen der französischen Republik einschliesslich der Ueberseedepartementen.

Eine Ausnahme bildet nur das Gebiet Paris und dessen « kleine Krone », das heisst : Hauts de Seine, Seine Saint Denis, und Val de Marne. Hier werden aus geschichtlichen Gründen die Aufträge vom Zentrallaboratorium der Polizeipräfektur Paris übernommen.

Die Streitkräfte unterhalten für die Kampfmittelräumung in ihren Bereichen eigene Dienste.



Bombe américaine de 260 livres à fragmentation.

Amerikanische 260 pfündige Splitterbombe.

Bases juridiques de l'élimination des engins de guerre sur le territoire civil français

Le Gouvernement Français a édicté les directives générales relatives à l'élimination des engins de guerre en territoire civil par les décisions n°45-271 du 21 février 1945 et n°47-702 du 11 avril 1947.

La circulaire du Ministère de l'Intérieur n°138 en date du 8. Mars 1967 détermina l'organisation générale, le mode de travail et les modalités de compte-rendu.

Le partage des compétences des services d'élimination des engins de guerre entre les territoires civils et les zones militaires devint officiel le 4 mars 1976

Les détails en furent définis dans le décret n°76-223 du 4 mars 1976, conjointement édicté par les ministères de l'Intérieur et de la Défense.

Une commission interministérielle de contrôle de l'élimination des engins de guerre fut également mise sur pied.

En janvier 1998 le Service du Déminage fut chargé de la reconnaissance, de l'enlèvement, du transport, de l'identification et du stockage provisoire de toutes les munitions chimiques, également de celles qui se trouvent en territoire militaire.

Gesetzliche Grundlage der Kampfmittelräumung auf dem Zivilgebiet Frankreichs

Die gesetzlichen Regelungen für die Kampfmittelräumung auf zivilem Gebiet wurden von der französischen Regierung mit dem Beschluss n°45-271 vom 21. Februar 1945 und dem Beschluss n°47-702 vom 11. April 1947 festgelegt.

Das Innenministerium legte mit seinem Rundschreiben n°138 vom 8. März 1967 allgemeine Organisation, Arbeitsweise und Verfahren der Berichtausstattung fest.

Am 4. März 1976 erfolgte die offizielle Teilung der Kampfmittelräumdienste für den zivilen und militärischen Bereich.

Die Einzelheiten wurden im Erlass n°76-223 vom 4. März 1976 vom Innenministerium und Verteidigungsministerium einheitlich festgelegt.

Eine interministerielle Kommission zur Kontrolle der Kriegsmaterialvernichtung wurde auch eingerichtet.

Januar 1998 wurde der Service du Déminage mit der Erkundung, der Bergung, dem Transport, der Identifizierung und der provisorischen Lagerung jeder chemischen Munition beauftragt, auch der sich in Militärgebieten sich befindenden Gegenständen.

Répartition des Centres de Sécurité du Déminage

Einteilung der Kampfmittelräumdienststellen

Calais : Tunnel sous la Manche et territoire environnant *Kanaltunnel und Umgebung*
 Strasbourg : Conseil de l'Europe, aéroport et département *Europarat, Flughafen und Nord-Elsass*
 Roissy, Orly, Bâle-Mulhouse : Aéroports *Flughäfen*



Organisation du service français du Déminage

1. Organisation du service du déminage :

Il se compose de :

A. Une direction centrale, chargée de gérer et de coordonner les actions opérationnelles des artificiers.

La direction du Déminage se compose de onze personnels placés sous le commandement du Chef du Service du Déminage. Cet organe de commandement se trouve à la Direction de la Sécurité Civile à Asnières sur Seine, près de Paris.

La direction centrale du Déminage se partage en quatre sections :

- Une section **administrative, chargée de la gestion et de la formation des personnels.**
- Une section **juridique.**
- Une section **opérationnelle**, qui décide de l'infrastructure des divers centres de déminage et de l'emploi des artificiers : services de permanences, renforts, missions de protection de personnalités, missions particulières...
- Une section **logistique**, qui détermine le choix des matériels et équipements et les acquiert. Cette section logistique opère en liaison avec une division technique qui possède un second siège à Marly le Roi, près de Versailles. C'est là que des collections pédagogiques présentent des munitions qui vont des plus anciennes aux plus récentes.

Au début de l'année 2003 fut créée un centre de documentation dépendant de la Direction centrale et basé à Metz. Sa mission est de collecter toute documentation sur les engins de guerre et de l'organiser en vue de son emploi. Il assiste également les artificiers qui souhaitent un renseignement sur une munition, un explosif ou un agent chimique déterminé, ou encore l'identification d'un engin de guerre inconnu.

B. 20 centres opérationnels du déminage :

Dix-huit centres de déminage se partagent la France européenne, et deux autres sont basés outre-mer (Guadeloupe, Guyane). Six antennes de déminage à compétences locales sont rattachées à cinq de ces centres. En outre le Service du Déminage assure une disponibilité permanente sur les sites aéroportuaires de Bâle-Mulhouse (rattaché au centre de Déminage de Colmar) et de Roissy et d'Orly (rattachés au centre de Déminage de Versailles).

2. Effectifs du service du déminage :

Le Premier août 2005, le Service du Déminage se composait d'un chef, de 10 personnels administratifs, de 3 ouvriers d'état, et de 311 artificiers de divers grades et statuts.

Actuellement, la grande majorité des artificiers est sous statut de la Police Nationale. Une vingtaine d'entre eux toutefois a refusé de prendre le statut de policier qui leur avait été proposé, et continuent à servir en qualité de personnels des services techniques.

Au Premier mai 2004, le Service du Déminage a pris en compte les sites particuliers relevant de la Police nationale et intégré dans ses rangs 161 des policiers qui y étaient affectés, jusque là uniquement habilités au traitement d'engins explosifs improvisés. Une formation technique appropriée est actuellement en cours jusque fin 2006. Elle leur permettra de participer également aux missions d'intervention sur engins de guerre et de dépollution pyrotechnique du territoire.

3. Organisation opérationnelle du service du déminage :

Chaque centre de déminage a une zone de compétence qui peut s'étendre sur un à quatorze départements.

Le centre de déminage est subordonné au préfet du département dans lequel il est basé. Sur le plan administratif, le centre est relié à la Direction Départementale de la Sécurité Civile de la préfecture.

Le chef du centre de déminage a compétence pour le commandement technique et opérationnel et la gestion de son centre. Il est également conseiller technique du préfet et conseille ce dernier (ou plutôt ses collaborateurs) sur les risques présentés par les munitions et explosifs. Il est responsable de la planification, de l'organisation et du déroulement des travaux d'élimination des engins de guerre, et dirige l'emploi des personnels mis en œuvre par son centre.

Il assure en outre la gestion des matériels et des crédits mis à sa disposition, et rend compte de leur emploi au Directeur de la Sécurité Civile.

Une équipe de démineurs se compose normalement de deux personnels, dont l'un est chef de la mission et l'autre son assistant, ceci sans considération absolue des grades.

Les centres de déminage disposent de bureaux et garages, et d'équipements techniques qui comprennent les indispensables véhicules. Dans la plupart des cas, ils disposent également de facilités de stockage des munitions et de terrains de destruction.

Organisation des Französischen Kampfmittelräumdienstes

1. Organisation des Französischen Kampfmittelräumdienstes

Der Service du Déminage besteht aus :

A. Einem Zentralbüro, das beauftragt ist, die operationelle Arbeit der Feuerwerker zu verwalten und abzustimmen.

Das Zentralbüro besteht insgesamt aus neun Personen unter der Führung des Chefs des Service du Déminage.

Diese Befehlshaberstelle befindet sich bei dem Hauptquartier des Zivilschutzes in Asnières sur Seine, in der Nähe von Paris.

Vier Abteilungen bilden die Organisation des Zentralbüros :

- *eine **administrative** Abteilung, welche für die Verwaltung und die Ausbildung des Personals zuständig ist.*
- *eine **juristische** Abteilung*
- *eine **operative** Abteilung, welche die Infrastruktur der Zentren und den Einsatz der Feuerwerker abstimmt : Bereitschaftsdienst, Verstärkung, Schutz von Prominenten, aussergewöhnliche Arbeitsaufträge...*
- *eine **logistische** Abteilung, welche das Material und die Ausrüstung bestimmt und erwirbt. Diese logistische Abteilung arbeitet mit der technischen Abteilung. Diese verfügt über einen zweiten Sitz in Marly le Roi, unweit von Versailles. Dort sind auch pädagogische Munitionsammlungen zu besichtigen, von den uralten zu den modernsten Munitionstücken.*

Anfang des Jahres 2003 wurde eine dem Zentralbüro unterstellte Dokumentationstelle gegründet, dessen Sitz sich in Metz befindet. Ihr Auftrag ist jede E O D – Dokumentation zu sammeln und zwecks künftige Verwendung zu organisieren. Ferner werden auch Interessenten geholfen, die Auskünfte über eine bestimmte Munition, einen Sprengstoff oder einen Kampfstoff, oder noch die Identifizierung eines Unbekannten Kriegsgegenstand wünschen.

B. 20 Kampfmittelräumdienststellen

Achtzehn Kampfmittelräumdienststellen befinden sich im europäischen Frankreich und zwei andere in Übersee-Departementen (Guadeloupe, Französische Guyana). Weiter werden sechs Nebenstellen mit örtlichen Zuständigkeiten fünf diesen Hauptstellen unterstellt. Dazu hält der Service du Déminage eine Dauerbereitschaft bei den Flughäfen Basel-Mulhausen (dem KMR-Zentrum Kolmar unterstellt) und Roissy und Orly (dem KMR-Zentrum Versailles unterstellt).

2. Personal des Kampfmittelräumdienstes :

Zur Zeit besteht der Service du Déminage aus einem Chef, 10 Verwaltungs- und Leitungskräfte, 3 Techniker und 311 Feuerwerker diversen Dienstgraden und Status.

Nur Mitglieder der Polizei sollen jetzt in den Reihen des Kampfmittelräumdienstes eingegliedert werden. Die meisten Feuerwerker dienen also unter Polizeistatus. Etwa zwanzig Feuerwerker die vor fünfzehn Jahren die angebotene Einreihung in der Polizei abgelehnt hatten sind aber immer noch im Dienste, unter ihrem alten Status des technischen Personals des Innenministeriums.

Am Ersten Mai 2004 hat der französische Kampfmittelräumdienst die vormals von den Feuerwerkern der Polizei besetzten Sonderstellen übernommen, und in den eigenen Reihen die dort wirkenden Polizisten angegliedert. Eine geeignete technische Ausbildung wird zur Zeit und bis Ende 2006 vergeben, damit alle neue Feuerwerker auch bei E. O. D.-Einsatz an der Altlastenbeseitigung mitwirken dürfen.

3. Operative Organisation :

Jede Kampfmittelräumdienststelle ist für einen Revier zuständig, das aus einem einzigen bis vierzehn Départements besteht.

Die Kampfmittelräumdienststelle ist dem Präfekt des Standortes unterstellt. Verwaltungsmässig ist jede Stelle der Direction Départementale de la Sécurité Civile (Regionale Zivilschutz) der Präfektur angeschlossen.

Für die Verwaltung und die technische und operative Führung selbst ist der Chef der Kampfmittelräumdienststelle zuständig.

Der Chef einer Kampfmittelräumdienststelle ist zugleich technischer Berater des Präfekten und berät diesen (oder mehr dessen Vertretern) über Gefahren durch Munition und Sprengmitteln.

Er trägt die Verantwortung für die Planung, die Organisation und die Abwicklung der Räumarbeiten, und leitet den Einsatz des Personals, welches von seiner Dienststelle aus eingesetzt wird.

Ferner verwaltet er das Material und die finanziellen Mittel, über deren Verwendung er dem Direktor der Sécurité Civile Rechenschaft gibt.

=====

Normalerweise besteht jeder Einsatzteam aus zwei Personal, dem Chef des Auftrages und dem Kraftfahrer, ohne bedingter Unterscheidung des Dienstgrades.

Jede Kampfmittelräumdienststelle verfügt über Büros- und Garagenanlagen, sowie über eine technische Ausrüstung einschliesslich der notwendigen Kraftfahrzeuge. Munitionlagerungsanlagen und Sprengplätze sind auch meistens vorhanden.

=====

Intervention sur un engin de guerre (Mission E. O. D.)

Un engin de guerre est découvert.

**Le maire de la commune est prévenu
(ou la police, la Gendarmerie, l'office forestier...)**

**Un compte-rendu valant demande d'intervention
est adressé à la Préfecture du département de la découverte,
par écrit ou éventuellement par téléphone.**

**La Préfecture retransmet l'information
au centre de déminage compétent,
par écrit ou par téléphone.**

**Le centre de déminage prend note de chaque mission,
lui donne un numéro d'ordre, en planifie la réalisation
et finalement l'exécute.**

**Un compte-rendu est ensuite adressé
à la préfecture ayant demandé l'intervention,
et le cas est classé dans les archives du département.**

Kampfmittelräumung (E. O. D. - Einsatz)

Ein Kampfmittel wird gefunden

***Der Bürgermeister wird benachrichtigt
(oder die Polizei, die Gendarmerie, der Forstamt...)***

***Der Fall wird bei der Präfektur des Fundortes gemeldet,
schriftlich oder telefonisch.
Die Meldung wird als Auftrag betrachtet.***

***Die Präfektur übermittelt die Auskünfte
bei der Kampfmittelräumdienststelle,
schriftlich oder telefonisch.
Die Meldung wird als Auftrag betrachtet.***

***Bei der Kampfmittelräumdienststelle wird jeder Auftrag notiert,
numeriert und schliesslich erledigt.***

***Danach wird die Herkunftspräfektur benachrichtigt
und der Fall bleibt bei den Archivalien des Departements.***

Intervention sur un objet suspect (Mission E. E. I.)

Un objet suspect est découvert.

La Police nationale ou la Gendarmerie sont informées.

**Le cas est immédiatement signalé à la Préfecture du département,
par téléphone ou par Fax.**

**En dehors des horaires de travail,
la direction opérationnelle de la Sécurité Civile à Asnières
active une équipe de démineurs.**

**Tous les centres de déminage assurent jour et nuit
la disponibilité d'une équipe.**

**Pendant les heures de service,
le Centre de Déminage prend en charge l'opération.**

**La direction opérationnelle de la Sécurité Civile
est avertie avant et après l'exécution de la mission.**

**L'équipe de démineurs traite l'opération
et rend compte de son exécution
à la Préfecture localement compétente
ainsi qu'à la direction opérationnelle de la Sécurité Civile.**

***Beseitigung eines verdächtigen Gegenstands
(I. E. D. – Einsatz)***

Ein verdächtiges Gegenstand wird gefunden

***Die POLIZEI oder die GENDARMERIE
werden benachrichtigt.***

***Der Fall wird sofort der Präfektur des Departements
telefonisch oder per Fax gemeldet.***

***Ausserhalb der Dienststunden sorgt die
Einsatzführungzentrale des Zivilschutzes
in Asnières für den Einsatz eines Feuerwerkersteam.***

***Alle Kampfmittelräumdienststellen halten
tags und nachts einen Bereitschaftsteam.***

***Während der Dienststunden sorgt
die Kampfmittelräumdienststelle für eine Lösung.
Die Einsatzführungzentrale des Zivilschutzes wird
vor und nach dem Einsatz unterrichtet.***

***Der Feuerwerkersteam erledigt den Fall,
und benachrichtigt die örtliche Präfektur
und die Einsatzführungzentrale des Zivilschutzes.***

La situation du stockage des munitions chimiques anciennes

Depuis le décret N° 76-225 du 4 Mars 1976 relatif au partage des compétences entre le Ministère de l'Intérieur et celui de la Défense dans le domaine de l'élimination des engins de guerre, le traitement des munitions chimiques anciennes n'était déterminé par aucune loi, car ces matériels étaient exclus de l'application du décret.

Jusqu'en 1993, le service des artificiers du Ministère de l'Intérieur éliminaient ces munitions chimiques à mesure de leur découverte, tout comme nombre de munitions explosives, c'est à dire par pétardement subaquatique en Baie de la Somme, dans le Nord de la France.

Depuis, les facteurs conjugués de la montée des contestations écologiques et de l'élaboration de la convention sur l'élimination des armements chimiques ont mis un terme à ces pratiques en conséquence de quoi l'élimination des munitions chimiques anciennes (20 à 30 tonnes récupérées par an) devint problématique, pour ne pas dire impossible.

Les travaux des ministères de la Défense et de l'Intérieur aboutirent en 1996 à l'élaboration du décret n° 96-1081 qui vint compléter celui de 1876 en ce qui concernait les munitions chimiques.

Ce nouveau décret mettait clairement le stockage et la destruction des munitions chimiques anciennes à la charge du Ministère de la Défense.

En conséquence de la convention sur l'élimination des munitions chimiques et après constat de ce que le Ministère de la Défense n'avait pas encore réalisé la facilité de stockage prévue par le décret de 1996, le décret n°98-36 en date du 16 janvier 1998 relatif à la répartition des compétences administratives pour la mise en œuvre de la convention précisa que le Ministère de l'Intérieur assumait la responsabilité du stockage des munitions chimiques existantes jusqu'à la mise en service de l'installation à construire par le Ministère de la Défense.

La munition chimique est actuellement stockée dans une installation sûre et initialement destinée à des armes nucléaires, dans une zone militaire interdite en Champagne.

Depuis 1996 les études sur l'installation de démantèlement des munitions chimiques (projet SECOIA) ont progressé de façon laborieuse. La D. G. A. (Délégation Générale à l'Armement) en charge de ce projet s'est vue confrontée à des contraintes techniques difficiles à observer. Les procédés de démantèlement sont très complexes et encore au stade de l'expérimentation. De plus, en raison de l'interdiction de faire manipuler des munitions tirées par les personnels du Ministère de la Défense, le processus de destruction doit être entièrement automatisé et exempt d'intervention humaine, ce qui est loin de simplifier le problème.

En attendant la construction de l'installation de démantèlement des munitions chimiques et d'élimination des produits qui en résultent, le Service du Déminage assure le stockage de ces engins de guerre, mission qu'il poursuivra lorsque l'installation de destruction sera en fonctionnement.

Toutes les munitions suspectées d'être chargées en toxiques de combat sont radiographiées. Si la présence d'un chargement chimique est confirmée, elles sont dotées d'une étiquette dont la couleur précise la nature du risque et dont le numéro correspond à une radiographie informatisée accompagnée de la fiche d'identification. La munition portera ce numéro jusqu'à sa destruction.

Die französische Lagerung der alten chemischen Waffen

Seit der Verordnung Nr. 76-225 vom 4. März 1976 über die Verteilung der Zuständigkeiten zwischen Innenministerium und Verteidigungsministerium auf dem Gebiet der Kampfmittelbeseitigung, war die Behandlung von chemischen Altlasten gesetzlich nicht geregelt, weil diese in dem Verwendungsbereich der Verordnung ausgeschlossen waren.

Bis 1993 hat der Feuerwerkerdienst des Innenministeriums entsprechend ihrer Entdeckung diese chemische Kampfmittel entsorgt, wie manche Sprengmunition, das heisst durch Sprengung unter Wasser in der Bucht der Somme im Norden Frankreichs.

Seitdem haben diesem Verfahren die zunehmenden ökologischen Proteste sowie die Vorbereitung zur Erfassung des Abkommens über die Vernichtung der chemischen Kampfmitteln ein Ende gesetzt.

Dementsprechend wurde die Beseitigung von chemischen Altlasten (20 bis 30 Tonnen pro Jahr) problematisch, wenn nicht unmöglich.

Nach Ermittlung im Innen- und Verteidigungsministerium wurde 1996 die Verordnung Nr. 96-1081 erlassen, welche die Verordnung von 1976 betreffend der chemischen Munition ergänzt. Dieser Verordnung nach wurde deutlich die Lagerung und die Vernichtung der chemischen Munition dem Verteidigungsministerium zugeteilt.

Dem Abkommen über die Vernichtung der chemischen Kampfmitteln zufolge, und nach Feststellung, dass der Verteidigungsministerium die entsprechend der Verordnung von 1996 vorgesehene Lagerung noch nicht in Kraft gesetzt hatte, wurde in der Verordnung Nr. 98-36 vom 16. Januar 1998 die administrative Zuständigkeit für die Einsetzung des Abkommens bestimmt. Seitdem ist der Innenministerium für die Lagerung der bestehenden chemischen Munition bis zur Anwendung der Kampfmittelzwischenlagerungsanlage des Verteidigungsministeriums zuständig. Die Chemische Munition wird zur Zeit in einer sicheren ursprünglich zur Kernwaffenlagerung bestimmte Anlage in einem militärischen Sperrgebiet der Champagne gelagert.

Seit 1996 ist die Erforschung bezüglich der Zerlegungsanlage (projet SECOIA) mühsam fortgeschritten. Die für den Plan zuständige D.G.A. ist an technische Bedingungen gestossen, die schwer imstande zu bringen sind. Die Zerlegungsverfahren sind sehr kompliziert und noch im Erprobungsstadium. Zusätzlich, weil es dem Personal des Verteidigungsministeriums grundsätzlich verboten wird verschossene Munition zu behandeln, soll das Zerlegungsverfahren völlig automatisch und ohne menschlichen Eingriff vorgehen, was das Problem nicht vereinfacht.

Auf die Schaffung einer Anlage zur Beseitigung der Kampfstoffmunition und deren Abfallprodukten wartend übernimmt der Service du Déminage Umstellung, Transport und Lagerung dieser Munitionsart, Auftrag den er fortsetzen wird, auch wenn die Zerlegungsanlage in Betrieb kommt.

Jede auf Kampfstoffinhalt verdächtige Munition wird geroengt. Wird solche Ladung bestätigt, bekommt das Geschoss ein kleines Schild verbunden, dessen Farbe auf die Gefahrart hinweist, mit einer dem Roentgenbild mit Begleitkarte in der Datenbearbeitung entsprechenden Identifikationsnummer. Bis zur Vernichtung wird die Munition das gleiche Kennzeichen tragen.

Une intervention sur munitions anciennes

En Mars 2005 fut entreprise l'élimination de munitions que les troupes avaient enterrées au Nord de Verdun à la suite de l'explosion d'un dépôt d'artillerie.

Nous ne montrons qu'une seule "tombe", bien que plusieurs espacées de 10 à 20 m. aient été traitées, soit une trentaine de tonnes de munitions, dont 20% d'obus chimiques.

Ein Altlastenräumungseinsatz

In März 2005 wurde die Beseitigung von Munition unternommen, die nördlich von Verdun im Verlauf des Ersten Weltkriegs nach der Explosion eines deutschen Artillerielagers von den Truppen begraben wurde.

Wir zeigen nur eine "Grabstelle", obwohl mehrere davon mit 10 m- bis 20 m-Abstand (etwa 30 T. Munition, drunter 20 % Gasgranaten) behandelt wurden.

Un stock enterré d'obus de la Première Guerre Mondiale a été localisé

Begrabene Granaten aus dem Ersten Weltkrieg wurden geortet





**Les premières découvertes indiquent :
"C'est trop pour deux artificiers,
même s'ils sont lorrains !"**

**Die ersten Befunde zeigen :
"Zu viel für zwei Feuerwerker,
auch wenn sie Lothringer sind !"**



**..."Et en plus, certains pourraient être
des obus chimiques allemands !"**

**..."Dazu könnten
deutsche chemische Granaten
darunter sein !"**

**Avec cet engin, ça va quand même plus vite
qu'avec la pelle de la Land-Rover !**



*Mit so einem Ding
geht's doch schneller
wie mit dem Spaten
des Geländewagens !*



**La couche de terre supérieure est ôtée,
et les obus sont dégagés sur le pourtour**

*Die obere Erdschicht wird entfernt
und ringsherum werden die Granaten freigelegt*

**... et finalement "l'île au trésor"
peut être éliminée à la main**



*... und endlich kann der "Schatzinsel"
mit der Hand beseitigt werden...*

**...bien qu'il soit réellement dommage de démantibuler
ce témoignage du bon vieux sens allemand de l'ordre !**



*...obwohl es wirklich schade ist, diesen Nachweis
der guten alten deutschen Ordnung kaputtzumachen !*

**Pour un travail de qualité et de précision,
rien de mieux qu'une main féminine...**



*Für eine Qualitäts- und Präzisionsarbeit,
nichts ist besser wie eine weibliche Hand.*



**Les obus sont passés à une équipe
qui met à part les projectiles chimiques**

*Die Granaten werden einem Team gereicht,
der die chemischen Geschosse sortieren soll.*



Ces obus ne peuvent pas être chimiques...



Diese Geschosse können keine chemische Granaten sein...

...von diesen aber können welche mit Kampfstoff geladen sein.



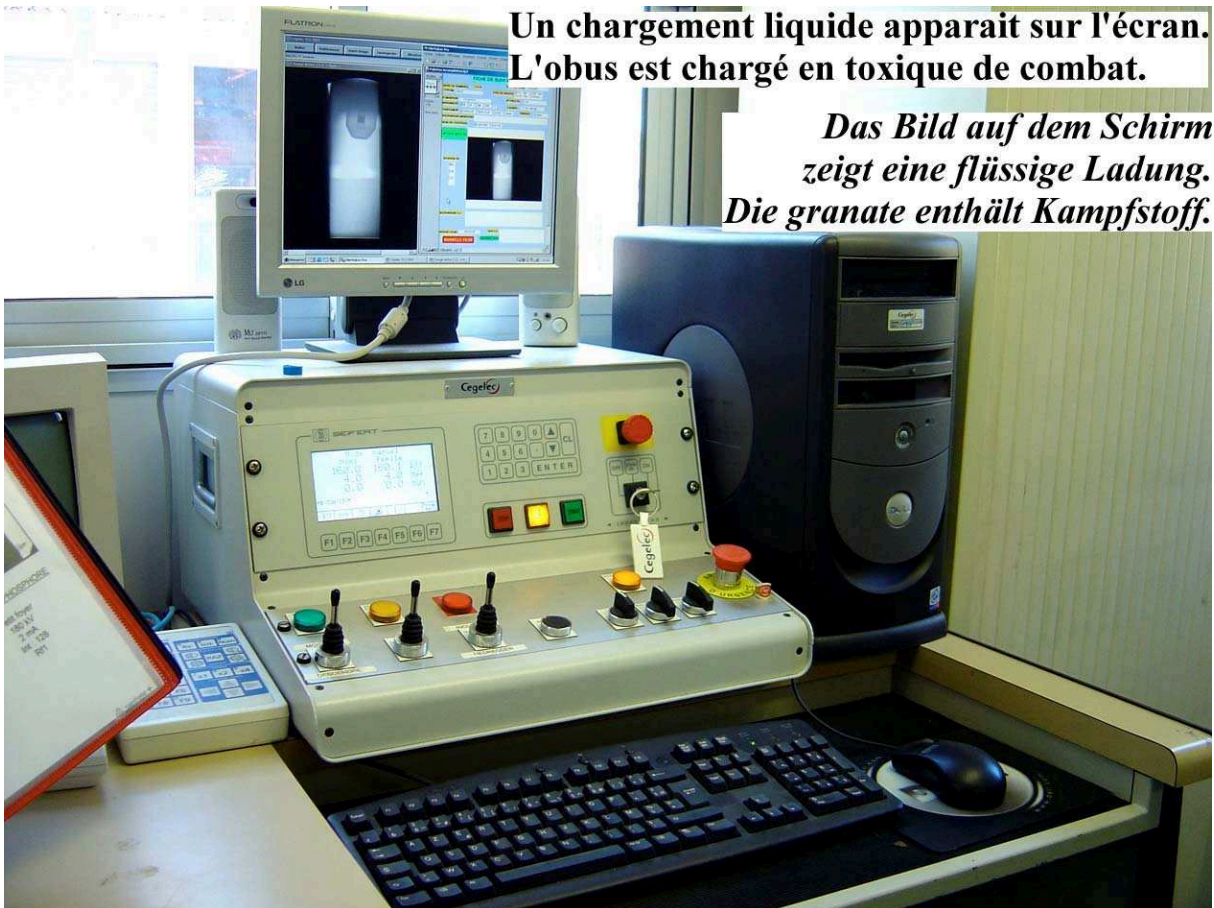
...mais certains de ceux-ci peuvent être chargés en toxique de combat.



Les obus suspectés de chargement toxique sont placés sur le plateau rotatif de l'installation de radioscopie.



Bei Kampfstoffverdacht werden die Geschosse auf der drehbaren Platte der Roentgenanlage gestellt.



**Un chargement liquide apparait sur l'écran.
L'obus est chargé en toxique de combat.**

*Das Bild auf dem Schirm
zeigt eine flüssige Ladung.
Die granate enthält Kampfstoff.*

L'image radiographique est enregistrée.
Le projectile reçoit ainsi une identité jusqu'à sa destruction.



Das Roentgenbild wird registriert. Damit bekommt das Geschoss eine eigene Identität bis zur Vernichtung.



Etiquette blanche pour
chargement liquide, bleue
pour obus à l'arsine, jaune
pour obus à double croix.

*Weisses Etikett = flüssige Füllung.
Blaues Etikett = Blaukreuzgranaten
Gelbes Etikett = doppelkreuz-Granate*



Les obus sont rangés par calibre et couleur d'étiquette dans les palettes spéciales en vue de leur stockage

Die Granaten werden nach Kaliber und Etikettfarbe in speziellen dichten Paletten zur Lagerung geordnet



Les palettes sont entreposées dans une soute à haute résistance.

Die Paletten werden in einem stark gepanzerten Bunker gelagert

**Les obus chimiques sont stockés en attendant
la construction de l'installation de démantèlement**



*Die gelagerten chemischen Granaten warten
auf dem Bau einer speziellen Beseitigungsanlage*

**Quant aux projectiles non-chimiques,
ils sont détruits par fourneaux...**



*...Und die als nicht-chemisch erkannten Granaten
werden gesprengt.*

